

J'ÉCRIS À CHRISTOPHE CUVILLIER

DE LA PART DE :



JUTTA DUMAS

Présidente du collectif "Non à Val Tolosa-Portes de Gascogne", elle lutte contre la construction du futur centre commercial qui doit être érigé à Plaisance-du-Touch.



© Franck Alajzi

MONSIEUR LE PDG D'UNIBAIL-RODAMCO,

Vous avez présenté récemment à vos actionnaires un résultat tout simplement exceptionnel. Un portefeuille d'actifs d'une valeur de 34,6 milliards d'€, des projets pour 8 milliards d'€ dans les 5 ans dont 80% de centres commerciaux, et tout ça avec seulement 2 085 collaborateurs.

Je compare: la valeur de votre portefeuille correspond au 1/4 du budget de l'UE (28 pays). Impressionnant. La crise n'est pas pour tout le monde.

J'en viens à notre sujet, l'opposition à la construction du méga centre commercial à Plaisance-du-Touch, qui serait le plus grand de l'agglomération toulousaine avec plus de

aussi de la présence d'un commerce de proximité varié et de qualité. Nos campagnes sont belles. Les maires, la Région et les Départements investissent de l'argent public pour soutenir les initiatives. Ils considèrent le projet de Val Tolosa comme une menace. En 2009, 115 communes sur 117, représentant env. 900 000 habitants ont voté contre ce projet. Vous devriez l'entendre.

Vos mirages d'emplois créés ont fait long feu : un emploi précaire ou à temps partiel créé dans un nouveau centre commercial en détruira inévitablement un autre dans un centre plus ancien, de plus 3 à 5 emplois stables et à temps complet seront également détruits dans les commerces de proximité. Que de difficultés à prévoir pour de nombreuses familles et collectivités ! Vous appelez cela un projet vertueux ?

Monsieur le PDG d'Unibail-Rodamco, votre projet ne correspond en rien aux défis écologiques. Il détruit un précieux espace naturel si rare à proximité d'un grand centre urbain. Les urbanistes nous expliquent qu'il faut densifier nos villes, abandonner le rêve du pavillon avec jardin et accepter les immeubles même à la campagne, mais vos architectes étalent dans une profusion insolente les m² de plein pied, parking compris. Les accès se font par transport routier exclusivement, entraînant une surcharge de 20.000 voitures/jour dans une zone déjà largement saturée. Une pure hérésie. Comment sortir de cette impasse ?

Anticipons avril 2016, lors de votre présentation des résultats à l'Assemblée Générale: «Chers actionnaires, nous avons décidé d'abandonner le projet Val Tolosa. L'inutilité du projet est évidente, une grande partie de la population et des élus est hostile et opposée à notre venue. En chiffres, ceci correspond à une diminution de 3,5% de la valeur de nos projets à 5 ans et de 0,75% de la valeur de notre portefeuille. Le dividende ne sera pas impacté. Je vous remercie pour votre compréhension.»

Jutta Dumas

« Vous appelez cela un projet vertueux ? »

100.000 m² construits, 150 boutiques, un hyper de 12.000 m², une dizaine de restaurants, 4 200 places de parking. Pour mémoire, nous avons déjà:

> 8 pôles commerciaux majeurs en périphérie, qui ont tous augmenté leurs surfaces depuis le lancement de votre projet en 2003, tous disposent de m² vides, victimes de loyers exorbitants. La tendance est à la baisse, du chiffre d'affaire comme de la fréquentation, ici comme ailleurs.

> 1 centre-ville de la métropole qui continue à attirer clients et enseignes tout en gardant une diversité d'offre exceptionnelle, avec 65% de commerces indépendants. C'est dans ce vivier que le commerce de demain trouvera sa vitalité.

Alors pourquoi, pour qui un méga centre commercial supplémentaire ?

Ce projet que vous voulez «structurant pour la région Midi-Pyrénées» est un réel danger pour de vastes zones rurales et périurbaines de notre région. Le maintien et le développement d'une vie sociale dans les villes moyennes dépendent

LES COULISSES DE L'INFO LOCALE

Dur, dur d'être un élu



Stéphanie Calas parle de s...

MILITANTISME. Il y a les grands élus et ceux qui s'engagent pour leur commune sans en faire un métier. Une politique à deux vitesses. A Gragnague comme à Pelleport, on appelle à un véritable statut de l'élu. Le débat est ouvert.

/// Par Thomas Simonian.

Le 16 avril dernier votre hebdo publiait le dossier "Vis ma vie d'élu en surchauffe." Ou comment quatre des élus les plus occupés du département (Laurence Arribagé, Brigitte Micouleau, Claude Raynal et Sébastien Vincini) gèrent leur emploi du temps. Stéphanie Calas, élue PS à Gragnague, a vivement réagi sur les réseaux sociaux. Une manière de nous dire qu'il y a des élus de proximité qui ne sont pas indemnisés pour exercer leur mandat, et qui sont également en surchauffe. Car ceux-là doivent composer entre leur vie politique, leur vie professionnelle et leur vie

remunérés.» Un avis Laurent Lesueur, conseiller municipal à Pelleport, confirme: «Avec la vie politique il est souvent compliqué même si j'ai la possibilité légalement (heures de nuit) une demi-journée pour l'exercice de mon mandat. Cet élu doit fréquemment aller à des commissions, à des places de plan local d'urbanisme de sa commune: «Tout ça du temps, et le tout est démisé.» Pour toute Stéphanie Calas aime les pendules à l'heure vis-à-vis de ses concitoyens leur dis clairement qu'il faut mon travail, qu'il s'agit d'un engagement pour la commune de Gragnague enfoncer le clou en nous faisant rémunérer de son mandat: «avez-vous combien gagné d'une commune de 2 000 habitants avec toutes les responsabilités qui lui incombent? 790 euros. Lesueur acquiesce d'un hochement de tête: «Dans ma commune et ses trois adjoints ont des fonctions, et elles sont vraies. Tout le reste du mandat, le conseil municipal ne touche rien.» comme à Pelleport n'est donc bien loin de la professionnelle: «C'est une dévotion, la vraie, d'ailleurs Stéphanie Calas sempiternelle question de l'élu qui mérite d'être fait poser le débat sur nos grands élus en on

« Les politiques ont tendance à être montrés du doigt »

familiale... Pas simple. Nous avons donc proposé une rencontre à Stéphanie Calas: «Je tiens à ce que les gens comprennent qu'il ne faut pas mettre tous les élus dans le même sac. Il faut mettre fin aux idées préconçues qui donnent parfois une mauvaise image des politiques. J'ai zéro euro d'indemnité... C'est même le contraire je paie pour être élu. C'est un engagement et une vocation», entame cette jeune élue, également mère célibataire de deux enfants. Elle ajoute: «Je suis à

DESTINATAIRE DE LA LETTRE :

Christophe CUVILLIER

